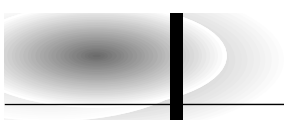


Mot du comité exécutif
de la
Fédération nationale
des enseignantes et des enseignants
du Québec
(CSN)



Madame Claudette Carbonneau, présidente de la CSN,

Madame Ann Gingras, présidente du Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches,

Délégué-es,

Au nom du comité exécutif, je voudrais vous souhaiter la bienvenue au conseil fédéral de la FNEEQ, en particulier aux nouvelles et aux nouveaux délégué-es. C'est une habitude, bien sûr, que de saluer les nouvelles personnes déléguées qui assistent pour la première fois à une rencontre fédérale des syndicats. Mais cette fois-ci représente un moment exceptionnel, car nous accueillons la délégation d'un syndicat qui, à l'instar de celui du cégep de Valleyfield, a décidé très récemment de revenir à la FNEEQ. Je vous demande donc d'accueillir chaleureusement les délégué-es du Syndicat des enseignantes et des enseignants du cégep Lionel-Groulx.

Même si l'affiliation ne sera officielle que le 4 juin prochain, nous avons invité les membres du nouvel exécutif, élus sans opposition le 20 mai dernier, ainsi que plusieurs personnes qui se sont impliquées dans la campagne qui s'est conclue par un vote sans équivoque de 72% en faveur de la FNEEQ, la semaine auparavant. Donc, bienvenue aux enseignantes et enseignants du cégep Lionel-Groulx, à ses délégués, nouveaux et anciens de la FNEEQ, maintenant de retour parmi nous.

À ce sujet, je voudrais d'abord féliciter et remercier le groupe enseignant qui, dans ce collège, a soutenu la FNEEQ en deux occasions : en 2006, lors d'un premier débat d'affiliation et, cette fois-ci, en 2008, pour une campagne gagnante. La victoire leur appartient en premier lieu. Il suffisait de lire la centaine de courriels qui ont circulé durant la campagne pour apprécier toute la vigueur, la persévérance et la détermination de ce groupe. Leur engagement, individuel et collectif, est sans conteste le facteur déterminant de l'éclatante victoire que nous avons connue lors du scrutin, alors que 169 membres du syndicat ont choisi la FNEEQ sur les 244 voix qui se sont exprimées ! Il est particulièrement encourageant d'avoir constaté à quel point l'avenir du syndicalisme enseignant était une source première de motivation pour notre équipe sur place .

De notre côté, il faut mentionner le travail exceptionnel effectué par Micheline Thibodeau, qui a pris en charge la campagne et lui a consacré tout le temps dont elle disposait et ce, sans faillir à ses tâches de coordination de regroupement. Beaucoup de courriels, beaucoup d'écriture de messages, de commentaires, de textes, beaucoup de téléphones, beaucoup de temps personnel et une présence exemplaire.

D'autres personnes à la FNEEQ ont aussi été associées au travail dans les cégeps et nous les en remercions. Les membres de l'exécutif en provenance des cégeps, Caroline, Jean et moi-même, ont bien sûr été impliqués. Sur recommandation du groupe enseignant pro-FNEEQ de Lionel-Groulx, nous avons choisi de concentrer nos efforts de visibilité en présentant la FNEEQ comme étant la force syndicale, en enseignement supérieur, pouvant le mieux répondre aux aspirations des profs de Lionel-Groulx.

Je veux accorder une mention spéciale à Denis Falardeau, coordonnateur du service de la syndicalisation, qui s'est impliqué lui-même dans le dossier. Denis est le salarié CSN qui, depuis au moins 15 ans, a été associé aux campagnes de désaffiliation et d'affiliation à la FNEEQ. Il excelle dans l'organisation de telles campagnes et témoigne d'un grand respect de la dynamique enseignante qui peut se développer au plan local.

Comment avons-nous gagné le vote d'affiliation au cégep Lionel-Groulx ? Par la détermination de nos partisans, c'est vrai. Par l'utilisation de l'huile de bras, c'est certain. Par une capacité organisationnelle remarquable, j'en suis convaincu. Mais il n'y a pas de raison unique à un tel événement. Tous ces facteurs y ont contribué, mais une telle victoire n'arrive pas seule. L'effort déployé sur le terrain n'aurait pu être aussi efficace si la FNEEQ n'avait pas saisi, ces dernières années, toutes les occasions offertes par la conjoncture pour promouvoir le projet syndical rassembleur que nous voulons développer, en particulier en enseignement supérieur. Nous dédions donc ce mot de l'exécutif aux enseignantes et aux enseignants du cégep Lionel-Groulx et nous prenons prétexte de cette nouvelle affiliation pour revenir sur les combats de la FNEEQ.

Il y a 20 ans, un groupe important de syndicats a quitté la FNEEQ pour former la Fédération autonome du collégial (FAC). Aujourd'hui, en l'espace de deux ans, un deuxième syndicat décide de revenir à la FNEEQ et à la CSN, mettant fin à leur expérience à la FAC, mais aussi, préférant revenir à la FNEEQ au lieu de rejoindre la Fédération des enseignantes et des enseignants de cégep (FEC-CSQ). Pour nous, cette décision comporte un double message: d'une part, elle exprime le besoin d'une solidarité et d'une cohésion plus grandes de la force syndicale des enseignantes et des enseignants du collégial; mais, c'est aussi, d'autre part, une reconnaissance importante de ce que représente la FNEEQ aujourd'hui pour l'avenir de la profession enseignante.

La FNEEQ, l'organisation la plus nombreuse en enseignement supérieur

L'un des sujets importants du débat, pendant la campagne au cégep Lionel-Groulx, concernait la taille des organisations syndicales. Au-delà de la qualité de l'expertise, de l'engagement et des services de la FNEEQ, nous affirmions que, pour le bénéfice du rapport de force et pour une unité authentique du mouvement syndical enseignant dans les cégeps, choisir la FNEEQ s'imposait. Cette idée a été évidemment critiquée par les partisans des deux autres groupes, particulièrement par la FEC-CSQ qui représente 7 des 59 syndicats du réseau collégial.

Je ne reviendrai pas sur les arguments plutôt simplistes qu'on nous sert : « *la FNEEQ est trop grosse ! Pour être démocratique, il faut demeurer petit !* » ou encore, « *un syndicat indépendant est un syndicat libre !* ». Cette vision du syndicalisme témoigne, quant à nous, du peu de confiance en soi et en la capacité d'intervention au sein d'un grand groupe. Elle constitue non seulement une intériorisation des défaites passées, mais aussi un refus de se regrouper, ce qui est pourtant à la base même du syndicalisme. C'est une logique suicidaire pour l'action syndicale.

L'expression la plus importante de l'unité syndicale demeure l'intégration dans une même organisation de l'ensemble des membres d'un groupe de salariés. Cela s'apparente au principe de l'accréditation, sur lequel repose l'obligation de représentation. Nous le répétons partout,

« *Il n'y a aucune raison objective pour motiver l'existence d'organisations syndicales distinctes pour le personnel enseignant de cégep, dont la convention collective devrait déterminer des conditions de travail communes. La division syndicale ne trouve aucun fondement du point de vue de l'intérêt des enseignantes et des enseignants. C'est à partir de ce constat, mais aussi au bénéfice de développer un meilleur rapport de force pour contrer les attaques dont est l'objet l'enseignement collégial, que nous poursuivons la bataille pour renforcer l'unité syndicale.* »

Extrait de documents produits depuis 2 ans lors des différentes campagnes d'affiliation.

La FNEEQ, une organisation démocratique

Par ailleurs, cette vision de l'unification d'un groupe de salariés ne relève pas du tout d'une conception totalitaire de la démocratie syndicale. Elle exige au contraire que des sensibilités différentes, voire des divergences de vues, puissent s'exprimer et coexister. Elle commande, en ce sens, de chercher continuellement le meilleur équilibre entre la force du nombre et la nécessité d'une réelle proximité avec les préoccupations directes des membres. Cela s'incarne dans des structures reflétant cette volonté d'une « autonomie solidaire » et dans une culture d'ouverture aux débats et de ralliement. Nous pouvons être fiers, à la FNEEQ et à la CSN, de nos pratiques syndicales à cet égard.

Il n'y a pas de recette magique et, tout en sachant que bien des réalités peuvent parfois échapper aux meilleures volontés du monde, il faut que la majorité démontre son ouverture en refusant les pratiques d'exclusion, en pratiquant un syndicalisme de rassemblement, en permettant la discussion et le débat dans ses rangs, pour que l'expression du pouvoir de la majorité puisse être ralliement plutôt qu'anathème, menace, paranoïa ou langue de bois ! On ne peut bâtir une organisation forte en nombre et politiquement soudée en misant sur une unité de façade !

C'est un peu comme le rapport entre l'accessibilité et la qualité de l'éducation. Notre adhésion à la meilleure accessibilité dans l'enseignement post-secondaire est importante, mais ne veut permettre aucun sacrifice quant à la qualité de l'éducation. De la même manière, pour nous, une organisation syndicale doit viser à regrouper tous les membres d'un même groupe de salariés, sans sacrifice aucun sur le plan démocratique.

La méthode syndicale est, en ce sens, assez éloignée de celle qui est basée sur la démarcation idéologique. Sans vouloir dénigrer l'action politique, force est de reconnaître que l'existence de partis politiques distincts exprime la plupart du temps des projets politiques différents, voire des intérêts socio-économiques différents. Dans le mouvement syndical, et plus fortement encore dans une même catégorie d'emploi, il n'existe pas d'intérêts fondamentaux distincts qui justifieraient des organisations représentatives différentes.

C'est pourquoi il importe de développer un équilibre entre le respect des réalités particulières des salariés et l'établissement d'un consensus au plan des orientations stratégiques. Même en enseignement supérieur, le pluralisme peut exister au sein d'une même organisation et, s'il se traduit par la persistance d'organisations rivales, ce ne peut être que contre-productif.

La FNEEQ, une fédération solidaire et autonome

La solidarité est le fondement d'une vision syndicale basée sur l'unité. Mais la solidarité n'est réelle qu'en provenance d'acteurs pleinement autonomes. Or, c'est justement le syndicalisme que nous cultivons à la FNEEQ et à la CSN. Le fonctionnement confédéral représente selon nous la meilleure alternative au syndicalisme indépendant.

Le projet fondateur de la FAC était basé sur une critique de la FNEEQ et de la CSN et visait à regrouper tous les profs de cégeps sur une base indépendante des grandes centrales. Pour nous, ce projet a clairement montré ses limites lorsque les syndicats de la FAC ont choisi de négocier leur dernière convention collective en cartel, à toutes fins utiles, comme des affiliés à une centrale. Nous croyons que le projet de la FAC est aujourd'hui arrivé à terme.

La conclusion d'une telle aventure, qui a maintenu un fractionnement des forces syndicales au collégial pendant 20 ans, ne peut se faire sans tiraillements, sans soubresauts et sans une certaine amertume. Nous le comprenons certainement. Mais il nous est impossible, en regard des luttes cruciales qui attendent les enseignantes et les enseignants quant à l'avenir de leur profession, de ne pas souhaiter que nos camarades des syndicats encore affiliés à la FAC suivent la voie tracée par Valleyfield et Lionel-Groulx. Chaque syndicat qui pourrait choisir de revenir à la FNEEQ viendrait augmenter d'autant notre force de frappe, au lieu de contribuer soit à maintenir la dispersion actuelle, soit à polariser les organisations.

Une action syndicale solidaire de l'ensemble du mouvement syndical québécois, comme le permet l'affiliation à la CSN, est cruciale pour mieux servir les intérêts des enseignantes et des enseignants que nous représentons. Au contraire de l'autoproclamation, un syndicalisme confédéral est basé sur la reconnaissance et le soutien de l'autonomie politique et organisationnelle la plus authentique des organismes affiliés.

L'autonomie de la FNEEQ à la CSN constitue un avantage certain qui s'est confirmé sans équivoque ces dernières années. Elle ne s'exprime pas seulement à travers l'autonomie des regroupements sectoriels de la fédération, ou par les positions prises en regard des négociations sectorielles et au plan des conventions collectives, elle s'exprime aussi au sein de la CSN sur des enjeux politiques en éducation et sur des enjeux politiques plus généraux.

L'autonomie de la FNEEQ, c'est aussi la valorisation d'une stratégie politique basée sur des alliances larges. Cette vision des alliances se développe au plan sectoriel, considérant les enjeux de la profession enseignante, mais s'exprime aussi au plan intersyndical plus large, y compris avec des groupes syndicaux qui ne sont pas affiliés avec la CSN et, au plan social, dans une politique d'ouverture aux mouvements sociaux.

La démonstration des choix des profs de Valleyfield et de Lionel-Groulx indique que la FNEEQ a changé depuis 20 ans, que les griefs qui lui étaient adressés n'ont plus les mêmes fondements, qu'il est possible d'envisager une réintégration sachant que les aspirations enseignantes, autrefois réputées être réprimées au sein de la FNEEQ et de la CSN, pourront aujourd'hui y trouver un espace et qu'elles y seront défendues pour le mieux. Inutile de refaire le débat d'hier pour savoir qui avait raison à l'époque ! Ce qui nous importe aujourd'hui, c'est seulement de savoir quel type d'organisation syndicale peut le mieux servir les intérêts du personnel enseignant.

La FNEEQ, un outil de valorisation de la profession enseignante

Un facteur déterminant dans le succès de notre campagne à Lionel-Groulx, c'est l'engagement de la FNEEQ en faveur de la profession enseignante. Toute la bataille que nous menons dans les cégeps est cruciale de ce point de vue. Rappelons qu'elle vise à la faire reconnaître pleinement comme partie intégrante de l'enseignement supérieur. Mais cette bataille de la FNEEQ ne peut se résumer à celle que nous menons dans les cégeps. La lutte pour la reconnaissance professionnelle est un élément structurant des batailles que tous les syndicats de la fédération mènent.

Mentionnons que, depuis une dizaine d'années, la progression des conditions de travail et de rémunération est remarquable du côté des chargé-es de cours. On peut affirmer que le modèle de négociation regroupée, développé dans ce secteur, s'est révélé probant. Ainsi en témoigne le règlement obtenu à l'UQO, règlement qui n'a pas, cette fois-ci, nécessité le recours à la grève. À l'Université Laval, un deuxième mouvement de grève, qui a duré trois semaines, a permis d'amener la rémunération des chargé-es de cours à un niveau comparable à celui de leurs collègues des autres universités et d'éviter la fragmentation de la tâche. Alors que l'Université du Québec à Montréal connaît une crise sans précédent et que le SCCUQ est mobilisé dans le front intersyndical local pour la défense de la mission de l'université, celui-ci a obtenu un armistice en renouvelant à l'avance, pour trois ans, sa convention collective.

Mais ce sont les tuteurs et les tutrices de la Téléq qui, cette fois-ci, ont entrepris le combat le plus difficile, ce qui les a menés à une grève générale de plus de deux mois. Le résultat est une entente qui consacre une essentielle reconnaissance professionnelle. Il s'agit d'une progression majeure pour l'amélioration des conditions de travail des travailleurs atypiques. Et nous avons entendu parler de la lutte de Téléq jusqu'au cégep Lionel-Groulx, durant la campagne concernant l'affiliation du syndicat, alors qu'un prof connaissait un tuteur, etc...

Au plan de la combativité, il faut signaler à ce sujet la lutte que mènent les auxiliaires d'enseignement de l'Université McGill, les « TAs », qui sont en grève depuis le 8 avril pour obtenir la reconnaissance de leur travail. Leur ténacité est d'autant plus remarquable qu'ils sont aux prises avec un employeur qui cherche à contourner les lois du travail du Québec et à faire en sorte que la loi anti-scab n'ait plus de prise à l'Université McGill concernant les auxiliaires d'enseignement.

Dans le secteur privé, plusieurs signes nous indiquent que le personnel enseignant supporte de moins en moins d'avoir à subir les décisions et les humeurs des patrons des établissements. Les syndicats prennent plus d'initiatives quant aux moyens pour obtenir de meilleures conditions de travail. Ce renforcement de l'action syndicale peut aussi s'apprécier par une lente, mais continue, syndicalisation depuis quelques années.

Cette volonté de refuser l'arbitraire dans les conditions de travail a amené les assemblées syndicales du Collège Villa-Maria et du Collège de Sainte-Trinité, toutes deux dans un contexte différent, à avoir recours à des mandats de grève pour exiger une authentique reconnaissance du travail enseignant.

Ce sont là des signes importants de la santé syndicale de la FNEEQ, qui participe à accroître cette reconnaissance publique dont nous bénéficions maintenant depuis quelques années. Nous croyons que la dynamique des combats croisés, menés en particulier dans les cégeps et les universités, a renforcé notre crédibilité comme interlocuteur incontournable dans le domaine de l'enseignement supérieur, auprès des représentants patronaux dans les cégeps mais aussi, auprès de nombre d'interlocuteurs dans les universités.

Le Conseil supérieur de l'éducation a largement tenu compte des positions de la FNEEQ dans ses deux derniers avis sur les cégeps et notre contestation de la vision tronquée de l'enseignement universitaire, véhiculée dans son dernier avis, a provoqué chez lui une réponse rapide, en nous invitant à suggérer une personne chargée de cours à la Commission sur l'enseignement et la recherche universitaires. Notre site internet est visité par le ministère et il est certain qu'une attention particulière est portée aux positions de la FNEEQ.

La FNEEQ est un acteur incontournable en enseignement supérieur et une organisation syndicale importante en éducation. La FNEEQ a réussi à se positionner au cœur des événements comme une organisation bien en vue, qui ne passe pas inaperçue. La FNEEQ développe une pratique d'unité basée sur un syndicalisme d'initiatives au plan de la négociation certes, mais aussi au plan de la mobilisation. La FNEEQ est tout à fait en phase avec la culture combative qui a toujours marqué les meilleures années du syndicalisme enseignant.

Vers le 40^{ième} anniversaire de la FNEEQ

Nous allons célébrer, l'an prochain, le 40^{ième} anniversaire de la FNEEQ. Nous regroupons maintenant 80 syndicats, dont 37 dans les cégeps. Peut-être serons-nous encore plus nombreux à Lac Beauport, si tout va bien, pour notre 28^e Congrès ?

Dans un contexte où la profession enseignante subit de fortes pressions à la différenciation et au morcellement, la résistance de la FNEEQ et sa détermination à obtenir de meilleures conditions de travail offrent les meilleurs atouts pour protéger l'intégrité de la profession enseignante dans tous les établissements.

La décision des membres du Syndicat des enseignantes et des enseignants du cégep Lionel-Groulx revêt toute une importance dans un contexte marqué d'un morcellement certain en éducation. Nous voulons saisir l'occasion de ce conseil pour lancer un appel aux syndicats de la FAC et les inciter à réfléchir à l'avenir du mouvement syndical dans les cégeps. Le syndicalisme indépendant comporte des limites manifestes. Il peut être difficile de le reconnaître, surtout quand on y a cru si longtemps. Mais, si une authentique réflexion sur cette question mène à bâtir un mouvement syndical plus uni, plus militant et plus combatif, elle en vaut certainement la peine.

Délégués-es, bon conseil.